

16 mai 2014 -12:53

La grande majorité des Belges souhaitent une réponse urgente aux changements climatiques

Le service Changements Climatiques du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement publie aujourd'hui les résultats de la troisième enquête nationale sur le climat (après les éditions de 2005 et 2009). Cette enquête révèle que la plupart des Belges voient le changement climatique comme un problème auquel il faut s'attaquer d'urgence, utilisent toujours plus les aides financières publiques pour les investissements permettant d'économiser l'énergie, sont en faveur d'une transition vers une économie et une société bas carbone, et attendent des efforts plus importants de la part des pouvoirs publics pour lutter contre les changements climatiques.

Avec cette enquête, réalisée auprès de 1500 Belges, le Service Changements Climatiques souhaite acquérir une meilleure compréhension des connaissances du grand public concernant la problématique climatique, de ses attitudes, de sa disposition à agir, et de ses attentes en termes de politique.

Quelques résultats :

- L'environnement reste la principale préoccupation de la grande majorité des Belges (75%), plus encore que la santé, l'insécurité, le chômage et la pauvreté ou l'exclusion sociale. 70% des répondants se disent préoccupés par les changements climatiques.
- 80% estiment que le changement climatique est un problème auquel il faut s'attaquer d'urgence. Seuls 8% pensent qu'il n'y a pas de changement climatique ou qu'il s'agit d'un phénomène exclusivement naturel (12%). Les plus grands efforts sont attendus dans l'industrie (91%) et le transport de marchandises (77%), mais aussi dans le transport de passagers (58%). Seuls 39% pensent que les familles doivent également contribuer.
- Le Belge affiche un comportement de plus en plus respectueux de l'environnement en ce qui concerne sa mobilité, son ménage et son habitation. Il a concrétisé dans une très large mesure ses intentions exprimées précédemment (2009).
- L'utilisation des aides financières publiques pour les investissements permettant d'économiser l'énergie a connu une hausse spectaculaire par rapport à 2005 et 2009 (utilisation 2 à 7 fois supérieure dépendant du type d'aide).
- La moitié des Belges seulement sont satisfaits (et à peine 5 % très ou extrêmement satisfaits) des efforts des pouvoirs publics pour lutter contre les changements climatiques. 38% déclarent qu'ils tiendront compte des points de vue des différents partis politiques en ce qui concerne les problèmes de changements climatiques, lors des prochaines élections.
- 56 % des Belges estiment que la Belgique doit d'urgence définir une vision à long terme permettant une transition vers une société bas carbone, dans laquelle, selon 59% des répondants, 100% de l'énergie produite est issue de sources renouvelables (éoliennes, énergie solaire) ; pour réaliser cette transition, le Belge ne veut pas de l'énergie nucléaire (48%), ni du charbon (41%), (seuls 15% et 8% sont en faveur de ces solutions).
- 63% pensent que l'Europe doit jouer un rôle de pionnier dans la politique climatique, même si d'autres pays ne fournissent pas autant d'efforts.

- Au niveau de la politique climatique belge, un grand nombre de répondants sont en faveur :
- d'un renforcement du rôle de coordination de l'autorité fédérale (51%)
- d'une meilleure collaboration entre les différents pouvoirs (au niveau local, régional, fédéral) (63%)
- d'une loi climat déterminant les objectifs, le cadre et les instruments de la politique (45%)
- d'un soutien pour des produits non/peu nocifs pour le climat (73%) / d'une interdiction des produits qui contribuent aux changements climatiques (63%)

□ Les mesures qui exigent un effort financier supplémentaire du citoyen sont peu populaires. Mais une majorité (53%) estime que les revenus de la vente aux enchères des droits d'émissions doivent être entièrement utilisés pour la politique climatique.

□ Une réforme fiscale transférant les charges pesant sur le travail vers une taxe sur les émissions des gaz à effet de serre compte plus de partisans que d'adversaires (37% vs. 30%).

□ 64% des Belges veulent être informés sur les changements climatiques par l'autorité fédérale. Des communications provenant d'autres autorités et du secteur de l'éducation sont également souhaitables. Le citoyen connaît bien l'impact sur le climat des activités humaines générant des émissions bien visibles, mais il doit être mieux informé concernant les activités ayant un impact indirect ou 'moins visible' (telles que le chauffage, la consommation d'électricité, l'alimentation).

Plus d'informations :

□ www.climat.be/enquete-publique

□ Vinciane Charlier – porte-parole adjointe SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement – 0475/93.92.71

SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement
Eurostation II
Place Victor Horta 40 bte 10
1060 Bruxelles
Belgique
+32 2 524 97 97
<http://www.health.belgium.be>

Vinciane Charlier
Porte-parole (FR)
+32 475 93 92 71
+32 2 524 99 21
vinciane.charlier@health.fgov.be

Jan Eyckmans
Chef du Service Communication externe & Porte-parole
+32 495 25 47 24
jan.eyckmans@health.belgium.be

Heleen Vandenberghe
Porte-parole (NL)
+32 2 524 96 91
+32 486 12 67 98
heleen.vandenberghe@health.fgov.be